



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Occitanie**

**UNITE INTER-DÉPARTEMENTALE  
TARN AVEYRON**

Arrêté n° *2021-06-23-00004* du **23 JUIN 2021**

Objet : Arrêté préfectoral complémentaire portant modifications des conditions d'exploitation de la carrière de calcaire dite de « la Combe » située lieux-dits *les Calzairous* et *le Dévezou* du territoire de la commune de ONET LE CHÂTEAU.

SAS Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO) - Avenue Charles Lindbergh - 33700 Mérignac.

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.516-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté interministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 6 novembre 2002, autorisant la SA FERRIE à exploiter une carrière de calcaire, à ciel ouvert, lieu-dit *les Calzérous* du territoire de la commune d'Onet le Château ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005 332-1 du 28 novembre 2005 autorisant le transfert de l'autorisation de SA FERRIE - 12850 Sainte Radegonde à la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE - 13857 Aix en Provence ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2015 autorisant le transfert de l'autorisation de la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE - 13857 Aix en Provence à la société COLAS SUD-OUEST - Etablissement SOCARO - 33700 Mérignac et la modification des conditions d'exploitation portant notamment sur la surface du périmètre de l'autorisation, le phasage de l'exploitation et l'actualisation du montant des garanties financières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-05-01 du 2 février 2016 autorisant la levée des garanties financières qui correspondent aux parcelles récolées le 26 novembre 2015 (BL n° 209, 210, 211, 212 et 231) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-2016-10-11-004 du 11 octobre 2016 autorisant le transfert de l'autorisation de la société COLAS SUD OUEST à la société ROUSSILLE - Etablissement SOCARO - 47390 Layrac ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-10-25-002 du 25 octobre 2018 autorisant le transfert de l'autorisation de la société ROUSSILLE - Établissement SOCARO à la société BETONS GRANULATS OCCITANS (BGO) - 33700 Mérignac ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale du 1<sup>er</sup> octobre 2018 (dépôt n° 201800436) au profit de la société GAIA - 12850 Onet le Château ;
- VU** le dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modifications des conditions d'exploitation adressé à Mme la Préfète le 26 février 2020 par les Établissements GAIA Aveyron pour la carrière sus-visée, complétée le 26 juin 2020 ;
- VU** le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 12 novembre 2020 ;
- VU** la demande de changement d'exploitant présentée le 16 décembre 2020 et complétée le 2 mars 2021, par la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest dont le siège social est situé avenue Charles Lindbergh - 33700 Mérignac, en vue de se substituer à la société GAIA pour l'exploitation de la carrière dite de « la Combe » à Onet le Château ;
- VU** les conclusions de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, s'étant réunie le 28 janvier 2021 dans le cadre de l'examen de la demande portant modification des conditions d'exploitation présentée par la société GAIA Aveyron ;
- VU** les remarques de l'exploitant transmises par courriel du 11 juin 2021 sur le projet d'arrêté complémentaire qui lui a été communiqué par la préfecture de l'Aveyron le 28 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que selon les dispositions de l'article R. 516-1, à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par la préfète sur la demande de changement d'exploitant susvisée, présentée le 16 décembre 2020 et complétée le 2 mars 2021, vaut autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste en l'acceptation de déblais issue du chantier de la RN 88 qui est voisin de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que l'accueil de déchets inertes externes pour le remblayage de certaines zones de la carrière est déjà autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation des apports de déchets inertes externes servira à la remise en état de la carrière pour la création de 2,5 ha de terres agricoles et constitue une valorisation des déchets du chantier de la RN 88 ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure d'acceptation de ces déchets externes suivra les prescriptions de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que le transport des déchets entre le chantier de la RN 88 et la carrière est supporté par des pistes internes ou des pistes hors route ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant peut admettre jusqu'à 10 000 t/an de déchets inertes externes acheminés par la route, en provenance de chantiers locaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'usage futur des terrains ainsi que le principe du réaménagement de la carrière demeurent inchangés ;

**CONSIDÉRANT** que le phasage proposé inclut le remblayage de la zone Sud de la parcelle BL 212 à celui prescrit par l'arrêté complémentaire du 25 juin 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification des conditions d'exploitation entraîne une nouvelle détermination du montant des garanties financières applicables ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

## **- A R R Ê T E -**

### **Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation**

L'autorisation environnementale délivrée le 6 novembre 2002 au bénéfice de la SA FERRIE dont le siège social est située à Sainte Radegonde - 12850, est transférée à la SAS Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO) dont le siège social est situé avenue de Lindbergh - 33700 Mérignac.

### **Article 1-bis : Classement des activités**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les activités classées, relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, autorisées sur le site sont les suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime (1)	Libellé de la rubrique	Seuil	Volume autorisé (2)
2510	1	A	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Sans	Production annuelle moyenne : 150 000 tonnes Production annuelle maximale : 180 000 tonnes
2515	1.a)	E	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou	> 200 kW : E	Puissance installée : 630 kW

			artificiels ou de déchets non dangereux inertes		
2517	1	E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	> 10 000 m <sup>2</sup> : E	Superficie de l'aire de transit : 40 000 m <sup>2</sup>
1435	-	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, ou les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs a carburant de véhicules	≤ à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> : NC	Volume distribué : 500 m <sup>3</sup> /an de GNR
4734	-	NC	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	< 50 t : NC	Stockage aérien : 10 t de GNR

Les activités classées, relevant de nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement (loi sur l'eau), autorisées sur le site sont les suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime <sup>(1)</sup>	Libellé de la rubrique	Seuil	Surface associée
2.1.5.0	2°	D	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.	Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant de 17,9319 ha

<sup>(1)</sup> Régime : A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE) ou NC (Non Classé).

<sup>(2)</sup> Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

## Article 2 : Extraction – Phasage de l'exploitation

Les dispositions de l'article 12.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 12.3.2 - Phasage de l'exploitation

Le phasage de l'exploitation respecte les dispositions des plans quinquennaux figurant en annexe 1.

## Article 3 : Remblayage de la carrière

Les dispositions de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 13.1 - Remblayage de la carrière avec des déchets inertes externes

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le volume maximal des déchets inertes de provenance externe, admis jusqu'à la fin de l'autorisation, est limité à **288 000 t** répartis de la façon suivante :

- **200 000 t** en provenance du chantier de la RN 88 contiguë à la carrière, acheminés par des pistes internes ou des pistes hors route ;
- **88 000 t** acheminés par la route, en provenance de chantiers locaux.

L'exploitant tient une comptabilité des volumes entrant.

Seuls sont acceptés les déchets suivants :

Code déchet (1)	Description (1)	Restrictions
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant des sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	

(1) Mentionné à l'article R. 541-7 (liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000).

L'exploitant respecte l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés.

Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ».

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les matériaux sont préalablement bennés sur une aire aménagée et triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Des bennes pour la reprise des matériaux non-conformes sont installées sur l'aire de tri.

#### **Article 4 : Remise en état**

Les dispositions de l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

## Article 13.2 – Remise en état

### Article 13.2.1 – Coordination de l'exploitation avec la remise en état

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation, selon les schémas des plans quinquennaux figurant en **annexe 1** avec les détails suivants :

Phasage de l'exploitation	Phase 4 (Du 6 novembre 2017 au 5 novembre 2022)	Phase 5 (Du 6 novembre 2022 au 5 novembre 2027)	Phase 6 (Du 6 novembre 2027 au 5 novembre 2030)
Surface remise en état (m <sup>2</sup> )	28 950	3 050	120 000
Linéaire de fronts remis en état (ml)	275	95	505
Volume de remblayage correspondant (m <sup>3</sup> )	90 000	113 500	66 000
Dont déchets inertes internes (m <sup>3</sup> )	28 000	51 500	30 000
Dont déchets inertes externes (m <sup>3</sup> )	62 000	62 000	36 000

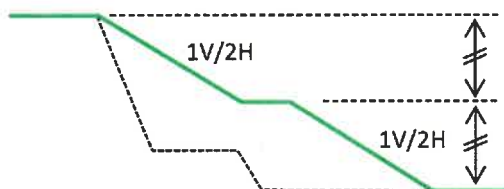
La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle est conforme aux dispositions du dossier de demande des conditions d'exploitation de juin 2020.

L'état final du site est conforme aux plans des **annexes 2 et 3**.

### Article 13.2.2 – Principales dispositions du réaménagement

Les principaux aménagements sont les suivants :

- Talutage des fronts de taille par apport de matériaux inertes extérieurs avec une pente douce venant se raccorder de façon très souple avec la surface plane du carreau et création d'une risberme de 3 m de largeur à mi-pente pour offrir plus de facilité pour la gestion future du site.



- Régilage en surface des remblais et sur une partie du carreau, de matériaux terreux issus des travaux de décapage du gisement avec, si besoin est, un apport de terre végétale extérieure. Le remblaiement du carreau sera effectué sur une épaisseur comprise entre 0 et 0,3 m.
- Revégétalisation des surfaces talutées et d'une partie du carreau par des plantations d'arbustes et d'essences arborescentes disposées en bosquets, associées à un

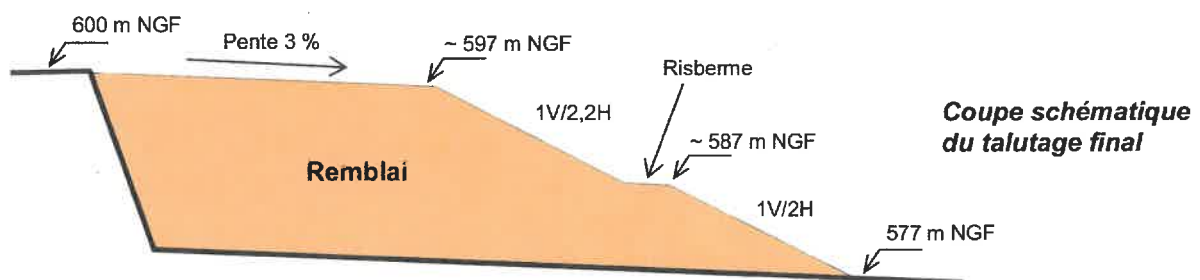
ensemencement à l'aide d'espèces herbacées. Cette opération permettra un retour rapide à un état boisé et prairial se rapprochant du contexte paysager environnant.

- Aménagement de biotopes variés par création (si possible) de milieux offrant des conditions stationnelles drastiques pour permettre l'installation de plantes et d'animaux spécialisés et souvent rares des sols calcaires. Cet aménagement sera effectué en limitant, voire supprimant, localement l'épaisseur de terres pour laisser le sol calcaire affleurant.
  - Supprimer les merlons en rebords de fouille et aménager ces bords de fouille en chanfrein de manière à créer des surfaces rocailleuses en pente douce favorable à la flore.
  - Préserver par endroits, la partie supérieure des anciens fronts non remblayée de façon à constituer une « falaise » brute de 1 à 2 m de hauteur dont la partie supérieure aura été taillée en chanfrein.

Une végétation intéressante pourra coloniser ce milieu sec (Orpin blanc, Serpolet couché, Hyppocrépide en toupet, Germandrée petit-chêne...).
  - Créer des éboulis et amas de pierres grossières en pied de front et de talus : refuge pour batraciens, reptiles, site de reproduction du Traquet motteux ou du Rouge-queue noir, biotope de plantes spécifiques.
  - Maintenir des surfaces rocailleuses : végétation rase évoluant lentement en pelouses calcicoles à orchidées, surface de chasse pour batraciens, reptiles, rapaces...
  - Aménager en partie basse de la carrière (limite Nord-Est) une zone humide temporaire alimentée par les eaux de ruissellement de l'ancien carreau. Cette zone humide permettra de développer une flore spécifique favorable aux batraciens et à l'abreuvement des animaux.

#### Article 13.2.3 - Remise en état du sud de la parcelle BL 212

La partie Sud de la parcelle section BL n° 212 est remblayée jusqu'aux terrains naturels adjacents et vient se raccorder au carreau de la carrière, selon la coupe de sens Nord-Sud suivante :



Les remblais sont déposés en respectant la méthodologie précisée dans l'étude géotechnique jointe au dossier de demande (par verser puis régalinge au buteur ou par couches successives d'épaisseur métrique compactées à l'avancement). Le talutage définitif est réalisé après une période de repos d'environ 1 an permettant la stabilisation des matériaux.

Les talus 1 V/2 H et 1 V/2,2 H sont séparés par une risberme d'une largeur minimale de 3 m.

Ces remblais sont recouverts d'une couche de terre végétale d'une épaisseur de 20 à 30 cm.

Sa surface est ensemencée d'espèces herbacées pour favoriser ces terrains à un retour rapide à vocation agricole (prairie). En compléments, des arbustes sont plantés sur les pentes des talus.

Cette remise en état à vocation agricole est terminée au plus tard en fin de la phase n° 4 (5 novembre 2022).

L'exploitant tient à jour un registre des désordres éventuels et des mesures prises sur la base d'un contrôle visuel a minima mensuel.

#### Article 13.2.4 – Nettoyage du site

En fin d'exploitation, l'ensemble des terrains est nettoyé et, d'une manière générale, toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site sont supprimées.

#### **Article 5 : Gestion des eaux**

Les dispositions de l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 22.2 – Eaux rejetées canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage)

##### Article 22.2.1

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

##### Article 22.2.2

Les eaux de ruissellement en fond d'exploitation sont récupérées par gravité et traitées par un ou plusieurs bassins de décantation avant rejet dans le milieu naturel.

##### Article 22.2.3

L'efficacité de la décantation est adaptée afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 22.2.1.

Le ou les bassins de décantation sont curés et nettoyés autant que cela est nécessaire.

##### Article 22.2.4

L'exploitant réalise tous les ans, sur chaque émissaire et en période de hautes eaux, des analyses des rejets sur les paramètres fixés à l'article 22.2.1.

Dès maintenant et jusqu'à 1 an au-delà de la fin de la remise en état du Sud de la parcelle BL 212 (cf. article 13.2.3), l'exploitant réalise tous les trimestres, sur chaque émissaire, des analyses des rejets sur les paramètres suivants :

Paramètre	Valeur limite
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	< 100 mg/l
Azote global	< 30 mg/l
Phosphore total	< 10 mg/l
Phénols	< 0,1 mg/l



Métaux totaux dont : (Nota : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al).	< 15 mg/l
• Plomb et ses composés (en Pb)	50 µg/l
• Chrome et ses composés (en Cr)	0,5 mg/l
• Cuivre et ses composés (en Cu)	100 µg/l
• Nickel et ses composés (en Ni)	200 µg/l
• Zinc et ses composés (en Zn)	500 µg/l
Ion fluorure (en F <sup>-</sup> )	< 15 mg/l
Cyanures libres (en CN <sup>-</sup> )	< 0,1 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l

#### Article 22.2.5

Un bloc sanitaire chimique est mis en place. Les eaux usées de ce bloc sont collectées dans une citerne qui est vidangée autant que nécessaire.

#### Article 22.2.6

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour canaliser les eaux pluviales issues à l'entrée du site pour en interdire l'écoulement sur la voie communale n° 19.

### **Article 6 : Pollution de l'air**

Les dispositions de l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 22.3 - Pollution de l'air

##### Article 22.3.1 - Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement « de l'installation » sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception « de l'installation » prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

##### Article 22.3.2 - Dispositions particulières

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;

- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

#### Article 22.3.3 – Exigences du suivi

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

#### Article 22.3.4 – Plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 22.3.5 – Dispositions de la surveillance

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 22.3.7, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue à l'article 22.3.7 et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 22.3.9, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

#### Article 22.3.6 – Surveillance des espaces naturels sensibles

Les espaces naturels des « Pelouses de la Combe » (ZNIEFF de type I - 730011226) et de « Causse Comtal » (Site Natura 2000 - FR7300868) bénéficie d'une surveillance adaptée à leurs enjeux (habitats, faune et flore).

L'exploitant dispose, en accord avec l'inspection des installations classées, deux jauges de retombées aux abords de ces espaces naturels.

Les campagnes de mesures ont même durée et même fréquence que celles prescrites à l'article 22.3.5.

#### Article 22.3.7 – Valeur limite

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'article 22.3.3.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles.

Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 22.3.9, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

#### Article 22.3.8 – Données météorologiques

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

#### Article 22.3.9 – Bilan annuel

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

### **Article 7 : Transports**

Les dispositions de l'article 22.5 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont complétées par les dispositions suivantes :

#### Article 22.5.4 – Transport des matériaux issus du chantier de la RN 88.

Les matériaux inertes utilisés pour la remise en état de la carrière, en provenance du chantier de la RN 88, sont transportés exclusivement sur des pistes internes à la carrière la reliant directement à ce chantier.

### **Article 8 : Dispositions relatives aux garanties financières**

Les dispositions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont abrogées.

Les dispositions de l'article 24 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 24 – Garanties financières

##### Article 24.1 – Montant

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du

montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

Ce montant, par phase quinquennale est fixé à :

<b>Phasage de l'exploitation</b>	<b>Phase 4</b> (Du 6 novembre 2017 au 5 novembre 2022)	<b>Phase 5</b> (Du 6 novembre 2022 au 5 novembre 2027)	<b>Phase 6</b> (Du 6 novembre 2027 au 5 novembre 2030)
<b>Montant des garanties financières</b>	353 655 €	312 087 €	278 199 €

L'indice pris en référence est celui TP 01 base 2010 du mois de mai 2020 : 108,7.

#### Article 24-2 - Établissement des garanties financières

Dans les 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières.

Le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement peut demander la communication du document correspondant lors de toute visite.

#### Article 24-3 - Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 30-2. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins 6 mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

#### Article 24-4 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, et en atteste auprès du Préfet, dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 en base 2010 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01 en base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

#### Article 24-5 - Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état de la carrière est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### Article 24-6 – Modification des modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### Article 24-7 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **Article 9 : Appel des garanties financières**

Les dispositions de l'article 27 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 27 – Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement et notamment :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

### **Article 10 : Absence de garanties financières**

Les dispositions de l'article 28 de l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 28 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **Article 11 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **Article 12 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Onet le Château en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Onet le Château dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.

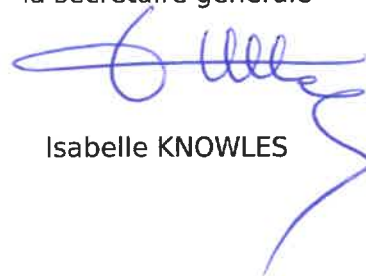
Il est affiché en permanence de façon visible dans la carrière par les soins de l'exploitant.

#### **Article 13 : Exécution**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron, le Maire d'Onet le Château et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à la société Carrières et Matériaux du Grand Ouest dont le siège social est situé avenue Charles Lindbergh - 33700 Mérignac.

Fait à Rodez, le **23 JUIN 2021**

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Isabelle Knowles', with a long, sweeping flourish extending from the bottom right.

Isabelle KNOWLES

## Liste des annexes

**Annexe 1 :** Phasage d'exploitation

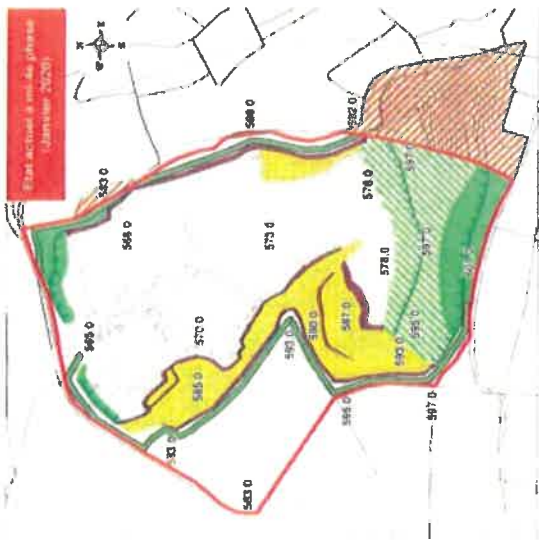
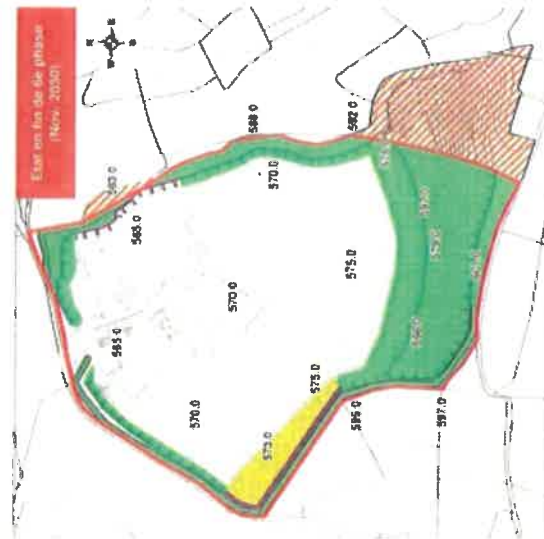
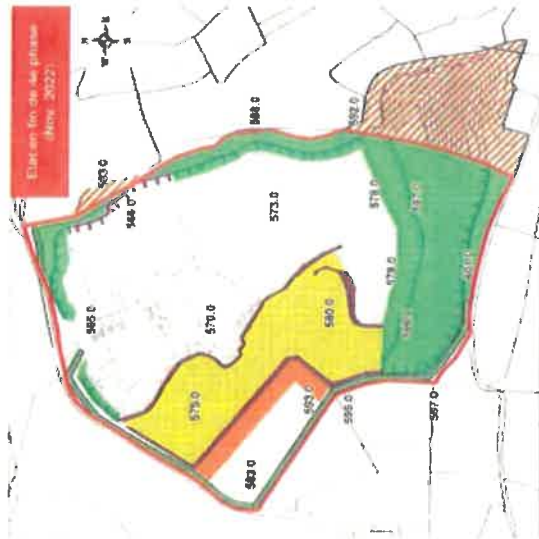
**Annexe 2 :** Plan de réaménagement

**Annexe 3 :** Coupe réaménagement

## Annexe 1

**Gara** Société GAIA  
Etablissement GAIA Aveyron  
Carrière de la Combe  
Commune de Onet le Château (12)  
Phasage d'exploitation et  
Garanties financières

Fond de plan : Extrait cadastral  
Echelle : 1 : 5 000  
0 20 100 m

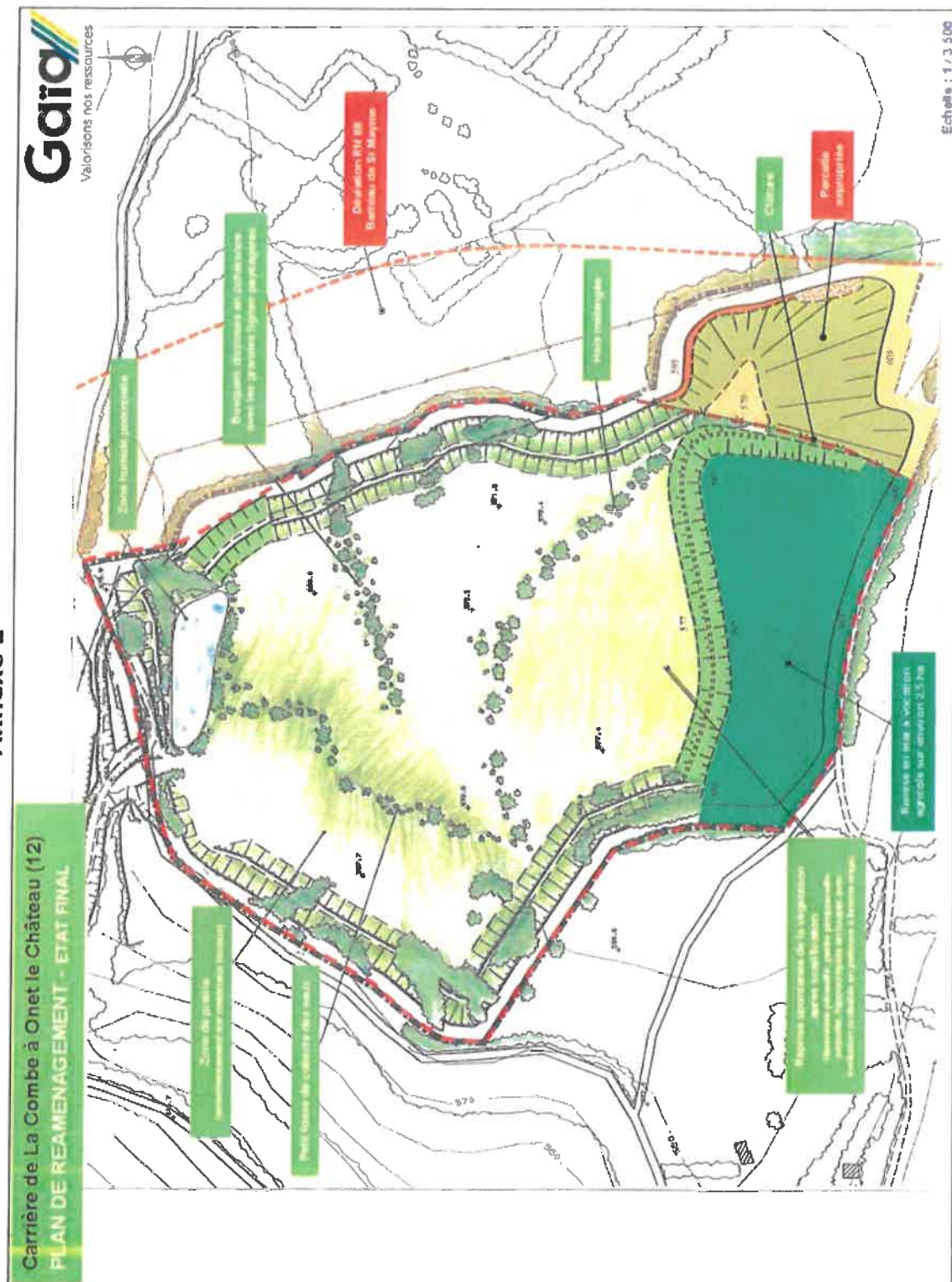


### Légende :

- Empreinte de la carrière
- Parcelle appropriée remise en état
- S1 : Infrastructures
- Installations, pistes et aires de stockage des matériaux
- Mur de sécurité et d'intégration paysagère
- S2 : Zones en chantier
- Zone décapée en attente d'exploitation
- Zone en cours d'exploitation
- Zone en cours de remise en état
- S3 : Fronts
- Front en cours d'exploitation ou en attente de remise en état
- Front remis en état



## Annexe 2



## Annexe 3

Carrière de La Combe à Onet le Château (12)  
COUPES TOPOGRAPHIQUES - ETAT FINAL



**Coupe longitudinale (A-B) :**  
Principe de remise en état générale de la carrière

